

“Stop au pillage des richesses de la France” au colloque l'Ere des fractures

F-S francesoir.fr/societe-justice/stop-au-pillage-des-richesses-de-la-france



[Accueil](#)>[Société](#)

Auteur(s)

Claude Corse pour France-Soir

Publié le 17 février 2025 - 15:29

Image



Crédits

Claude Corse

Xavier Azalbert, Frédéric Aigouy et Patrice Magneron lors du colloque "l'ère des fractures" le samedi 15 février

© Claude Corse

Au colloque “L’Ere des Fractures”, au cœur des crises à répétitions : “Stop au pillage des richesses de la France”

Initiatives pour la Défense de la Nation Française de Patrice Magneron a encore frappé fort ce mois-ci en organisant en collaboration à Paris avec le Mouvement politique citoyen de l'économiste et essayiste Philippe Murer un colloque disruptif au titre prometteur : “L'ère des fractures au cœur des crises à répétition”. Compte-rendu.

Pour explorer cette thématique disruptive devant près de 200 participants, les organisateurs avaient convoqué une mosaïque d'experts, décideurs et observateurs de la réalité française. Parmi eux, citons le député européen RN Thierry Mariani et l'historien Laurent Henninger, le blogueur et militant politique Etienne Chouard apôtre du RIC, Catherine Rouvier, docteur d'Etat en droit public et science politique, l'ancien conseiller de Sarkozy Henri Guaino, l'ancien député Jean-Frédéric Poisson, le commissaire divisionnaire honoraire Maurice Signolet et le professeur de droit Gregory Houillon, l'ancien directeur de la DST et préfet de Mayotte Yves Bonnet accompagné de la nouvelle députée RN de la 1ère circonscription de Mayotte Anchya Bamana, le professeur Christian Perronne, l'éditeur de Nexus Marc Daoud, le président du Mouvement politique citoyen Philippe Murer et, l'infatigable défenseur de la vérité, le directeur de publication de France-Soir Xavier Azalbert.

Sans nier les atouts du modèle français pour les investisseurs étrangers, avec une population éduquée, instruite et moins chère que nos voisins, le contrôleur de gestion Patrice Magneron dresse un constat implacable de la descente aux enfers de la France avec le pillage en règle de nos richesses. Les fractures sources de crises à répétitions sont nombreuses. Il choisit d'installer le débat sur le terrain de la dépendance macro-économique avec une dette publique qui a explosé sous l'effet des politiques publiques menées depuis la crise des subprimes et le covid : la masse monétaire a été multipliée par 2,6 entre 2008 et 2024 quand le PIB dans la même période a péniblement augmenté de 4 %. Quand le sage pointe la faillite française, l'imbécile est celui qui regarde la dette. " Le souci vient plutôt de nos créanciers dont les deux tiers sont étrangers. Même constat à l'échelle des entreprises françaises du CAC40 dont la moitié du capital est détenu par des non-nationaux. Nous subissons le diktat des fonds de pension réclamant rentabilité et versement de dividendes

Il pointe surtout les mécanismes de réduction sur bas salaires qui permettent de réduire le taux de charges patronales de 42 % à 0 % (le taux réel avoisinant 27 %), les aides à l'implantation sous forme d'exonérations fiscales. Ces dispositifs concourent à la paupérisation de la population active et au déclin de la nation.

Signe de l'affaiblissement structurel du pays, cette fracture sous forme d'entrisme des intérêts étrangers s'exprime sous la forme de dépendance (s). Celle-ci n'est pas qu'économique, elle est aussi diplomatique quand la France est l'otage d'instances internationales où notre parole est diluée et donc affaiblie au sein de l'OTAN, l'UE... "Juridique, ajoute-t-il, quand nos lois sont très largement inspirées du modèle anglo-saxon." Institutionnelle, on le sait, quand nos institutions ne deviennent que l'antichambre d'une Europe imposant la transposition de directives ou l'application de traités se substituant à notre propre constitution. "Cette fracture est aussi normative, si l'on songe que dans un domaine que je connais bien, la comptabilité, où les normes anglo-saxonnes étaient à l'origine de la crise des subprimes en permettant cette ineptie de la *fair value*, la juste valeur."

La crise est aussi sociale avec la mise à mal du modèle de répartition intergénérationnel et l'entrée d'intérêts privés aux dépens du bien commun. Répartition contre capitalisation. Elle est désormais sécuritaire. Le fait nouveau est l'absence de réponse adaptée : défaillance de la justice, incompréhension de l'échelle des sanctions, nouvelles délinquances... On est entré dans le monde des faits divers où le peuple se contente de marches blanches et de "plus jamais ça".

Plus personne, même à gauche, ne le nie : la problématique sécuritaire est liée à l'émigration incontrôlée "pourvoyeuse de pauvreté et de misère, insiste le gestionnaire, qui nourrissent violence, trafics en tous genres et drames." Et accessoirement, la flexibilité du marché du travail des donneurs d'ordres ultra-libéraux que soutient Ursula von der Leyen...

Pour réduire cette fracture systémique, face à la mondialisation en marche, doit-on se couper du monde et ériger en dogme un protectionnisme brutal ? Les pouvoirs se sont déplacés. Faut-il suivre Trump ? Faut-il suivre Poutine et les Brics ? Serons-nous la 51e étoile de la bannière américaine ou saurons nous dire non pour rester qui nous sommes ?

Parmi les fractures qui déchirent la France contemporaine, la faillite de la santé publique fera date. Il aura fallu le covid pour qu'une prise de conscience s'opère sur l'ensemble de la population au sujet de notre système de santé, réputé être l'un des meilleurs au monde. Passée la séquence des masques, le comique a cédé la place au tragique. On a laissé mourir nos vieux dans les Ehpad, on terrorisait nos enfants...

Dans cet univers dystopique, la communication, la diffusion de l'information et des contenus occupent une place prépondérante dans la dégradation des rapports sociétaux. En cause : les médias. A l'ère du livre et de la gazette, succède le temps accéléré du bruit multimédias. On cause en pure perte sur des réseaux sociaux qui n'ont de sociaux que le nom. " Cause toujours..." Mais cette profusion de messages faisait trop de place aux canaux alternatifs désormais dénoncés comme complotistes quand ils s'attaquent au politiquement correct.

" En quelques années, nous sommes passés du "cause toujours" à "tais-toi" déplore Patrice Magneron, qui évoque la redoutable perspective de comités de censure... L'éthique a bon dos.

Dans une prochaine édition, nous vous offrirons la transcription d'une interview inédite de Xavier Azalbert, invité du Colloque, sur le devoir de vérité du journaliste.

L'article vous a plu ? Il a mobilisé notre rédaction qui ne vit que de vos dons.

L'information a un coût, d'autant plus que la concurrence des rédactions subventionnées impose un surcroît de rigueur et de professionnalisme.

Avec votre soutien, France-Soir continuera à proposer ses articles gratuitement car nous pensons que tout le monde doit avoir accès à une information libre et indépendante pour se forger sa propre opinion.

Vous êtes la condition sine qua non à notre existence, soutenez-nous pour que France-Soir demeure le média français qui fait s'exprimer les plus légitimes.

Si vous le pouvez, soutenez-nous mensuellement, à partir de seulement 1€. Votre impact en faveur d'une presse libre n'en sera que plus fort. Merci.

[Je fais un don à France-Soir](#)



Tous les vendredis, recevez la **newsletter hebdo** de France-Soir

[Je m'inscris](#)